

LÉGALISATION DU FOULARD EN TURQUIE L'UE s'impose la réserve et les islamistes partent à l'assaut des fonde- ments laïques de l'Etat

Alors que rien ne les y obligeait, les islamistes légaux (AKP) du président Abdallah Gül au pouvoir ont proposé un amendement constitutionnel significatif.

Avec l'apport d'un parti nationaliste, ils ont obtenu les 2/3 nécessaires à cette révision consistant à ne plus interdire le port du voile à l'université. Les islamistes, rusés et majoritaires au Parlement, ont avancé comme argument que «personne ne peut être privé de son droit à l'éducation supérieure».

Dans une ambiance tendue, délégués, 92 parlementaires ont, pourtant, pendant près de 14 heures, tenté de dissuader les élus de AKP, mais c'était impossible, tant la volonté des islamistes était tenace de tordre le cou à un fondement de l'Etat laïque et républicain.

Cette démarche pour provocatrice qu'elle y paraît n'en répond pas moins à des calculs habiles et stratégiques de la part de la mouvance islamiste en Turquie.

Alors que le pays est en pourparlers, certes en dents de scie, avec l'Europe pour une future éventuelle adhésion, l'AKP par cette décision piège, complètement, l'armée garante, ici, de la Constitution. Si les militaires opposent leur veto — et ils le peuvent —, Bruxelles criera au loup, à l'immixtion du blindé dans les affaires civiles et à l'acte anti-démocratique.

Si, par contre, les militaires ne manœuvrent pas en coulisse tout en perdant la bataille — c'en est une assurément — de larges franges de la société, attachées au républicanisme laïque tel que fondé par Kemal Atatürk, se détourneraient des affaires de la cité au profit, précisément, des islamistes qui travaillent, inlassablement et dans la durée, pour remettre en cause et à finir avec les fondamentaux de la Turquie moderne.

L'AKP de Abdallah Gül et du Premier ministre, Erdogan, en lançant, avant-hier, l'épreuve de force poursuit aussi et surtout un autre objectif : permettre aux puissants lobbies européens qui sont contre l'entrée d'Ankara dans l'espace commun de l'UE de s'opposer en mettant en exergue des critères d'appartenance religieuse, de musulmanisme.

Ce qui aura pour effet, pervers, néanmoins immédiat, de booster sur les bords du Bosphore le sentiment anti-européen. Ce que, précisément, veulent les islamistes, certains haut gradés corrompus et des milieux d'affaires que les critères d'adhésion à l'Europe dérangent.

En mettant entre les pattes de la grande armée et de la société civile la question du foulard, l'islamisme légal a marqué un joli coup.

A Ankara, comme ailleurs, les islamistes agissent de la même façon et, comme on dit en Algérie, «n'est trahi que celui qui les croit» (yattakhdaâ li yamenhoum !..)

A. M.

ABDELHAK BRERHI

«Faut-il un coup d'État pour redresser la situation en Algérie ?»

La réponse à cette question que s'est posée le représentant du Comité des citoyens pour la défense de la République, M. Abdelhak Brerhi, durant une rencontre tenue ce jeudi dernier au niveau du siège du Comité d'initiative pour la vigilance citoyenne (CIVIC), aura été par la négative. «Non, dit-il, la solution ne peut pas venir d'un coup d'État parce que les démocrates ne sont pas des subversifs mais des pacifistes.» La solution dans l'immédiat consiste, selon l'intervenant, à mobiliser l'élite politique et intellectuelle ; toutefois il s'interroge : «Mais que font les forces politiques, les forces de progrès, je ne dirai pas les démocrates, ce sont toutes ces forces de progrès républicaines, on est dispersé, on n'a absolument pas trouvé le lien pour nous rencontrer, nous rassembler pour pouvoir créer une sorte de synergie, susceptible de faire cette convergence.»

Amel B. - Oran (Le Soir) - D'emblée, M. Brerhi fera le constat de la situation qui prévaut en Algérie qui, dit-il, «traverse une crise terrible, il y a une absence de gouvernance».

Seulement il se trouve qu'au même moment, il existe à travers ce rejet et cette négation un espoir qui est né grâce à la réaction des syndicats autonomes qui ont su donner une gifle à l'UGTA ; il en est de même, dit-il «pour l'action des lycéens, qui n'était pas mineure mais une grève extraordinaire, tous ont su créer un espace de débat que les partis politiques n'arrivent plus à créer».

Abordant la politique de

réconciliation nationale, le représentant du CDDR, estime qu'elle a amnistié et encouragé les barons du crime ; tout l'argent de la rapine des crimes, qui est investi essentiellement dans le commerce, enrichit davantage ces gens là, ce qui est un drame.

Dès lors, ajoute-t-il, «on a débouché finalement sur une Algérie qui est devenue un immense comptoir... On est confronté à un véritable problème de défense nationale, eux (au pouvoir) sont en fuite en avant et parlent de 3^e mandat, de révision constitutionnelle pour renforcer le pouvoir du président au nom de l'insécurité, ils ont la part belle».

Selon l'intervenant, la situation est très préoccupante et d'ajouter : «J'ai eu l'occasion de discuter à deux reprises avec l'ambassadeur des Etats-Unis, ils sont inquiets sur l'avenir de l'Algérie, ils ne le disent pas en public. Ils sont inquiets pour l'avenir à moyen terme de l'Algérie, non seulement en terme sécuritaire mais également d'avenir politique et économique.»

Toutefois, il considère que «tout n'est pas foutu, ce n'est pas une fatalité, mais comment surmonter cette situation, car si on ne réagit pas, on va droit dans le mur. Il nous faut un projet de société pour l'Algérie».

A ceux qui s'opposent à la révision de la Constitution et au troisième mandat, le représentant du CDDR dira «mais ils arrêtent là leur revendication, donc ils disent non à l'autoritarisme parce que dans cette révision, on va renforcer davantage le pouvoir du président et diminuer celui du Parlement. Mais je leur dit : quel Parlement ? quelle chambre de députés ? quel Sénat ? quel Conseil constitutionnel ? Est-ce que vous pensez vraiment que ce sont des institutions qui représentent

réellement le peuple ? Le peuple en a ras-le-bol, il l'a démontré durant les dernières élections, il rejette ce système».

M. Brerhi s'est dit contre l'idée que se fait Saïd Saâdi des conditions de la tenue des élections de 2009. «Saâdi se dit pour les élections de 2009 à condition qu'il y est une commission internationale de surveillance des élections, la belle affaire ! Il suffit de les loger dans l'hôtel Hilton ou à l'Aurassi ! Vous croyez qu'ils vont se rendre à Mdaourouch ou à Ghazaouet ? C'est impossible, c'est un leurre que de penser qu'en allant aux élections sans 3^e mandat, on va aller vers des élections libres, c'est impossible avec un système de cooptation qui continue à être un faiseur de rois».

La solution réside, selon le représentant du CDDR en une élite engagée sur le terrain, il faut, dit-il, «multiplier les espaces de dialogue».

L'idéal c'est l'alternative démocratique, mais ceci est difficile à mettre en œuvre actuellement, il faut une véritable transition démocratique pour préparer au mieux le terrain de l'action».

A. B.

2008 MET L'EUROPE FACE AU DROIT INTERNATIONAL

Laâyoune par Pristina

2008 verra l'état se refermer autour de l'UE. Bruxelles en actant, enfin, l'indépendance du Kosovo, pourra-t-elle continuer sa fuite en avant par rapport à la question sahraouie ? Une autre affaire d'indépendance.

De notre bureau
de Bruxelles,
Aziou Mokhtari

L'Union européenne ne décolère pas contre le Premier ministre serbe qui a empêché un important accord commercial avec Belgrade.

«Je regrette profondément l'obstruction de certains hommes politiques», a déclaré, très remonté, le commissaire européen à l'Elargissement Olli Rehn.

Le chef du gouvernement serbe, V. Kostunica, a dénoncé cet accord comme étant un «piège» tendu à Belgrade pour de facto entériner la «sécession de la province du Kosovo». Il a précisé, hier, que «la décision d'envoyer une mission signifie que l'UE, de concert avec les séparatistes du Kosovo, crée un Etat albanais...».

Ce qui signifie que l'élection d'un «Européen» en Serbie la semaine dernière ne règle pas la question kosovare. Ni à Bruxelles ni à Belgrade. Les 27 membres de l'UE, tout le monde le sait, n'ont accepté le principe de l'indépendance du Kosovo que tardivement et sous la contrainte américaine.

Condoleezza Rice, secrétaire d'Etat US, n'hésitant pas, le mois dernier, de tancer ouvertement l'Union européenne pour ses tergiversations et ses incohérences par rapport au Kosovo.

Elle n'avait pas tout à fait tort, la Rice, sur cette affaire ! Lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE (Bruxelles, décembre 2007), ces derniers n'avaient pas mieux trouvé que de botter en touche prétextant «l'élection présidentielle en Serbie» qui ne souffrait pas, selon eux, à l'époque d'une très ferme attitude allant dans le sens de l'indépendance de la province serbe. Cela aurait eu, selon les 27, pour conséquence de renforcer l'ultranationaliste candidat qui se présentait contre Tadic.

Cependant, depuis, plus rien, jusqu'à l'évitement, hier, de l'accord qui devait être passé avec la Serbie. Accord qui prévoyait la création d'une zone de libre-échange, la libéralisation des visas, un dialogue politique et une coopération dans l'enseignement.

Les salles des pas perdus de la commission et du



Le commissaire européen à l'Elargissement Olli Rehn.

Parlement européen indiquent, néanmoins, que les 27 pays européens s'acheminent vers la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo dès que celle-ci aura été proclamée.

Ce qui ne devrait guère tarder. L'Union européenne semble avoir trouvé le subterfuge. Les différents Etats reconnaîtront un à un le nouvel Etat, avant que les instances européennes, la Commission notamment, n'actent finalement le fait.

Souvent en retard d'une réforme, d'une révolution, d'une attitude historique courageuse, l'Europe aura été enco-

re une fois en déphasage par rapport au droit, à la justice, et surtout, traînée par les pieds par les Etats-Unis pour être amenée à inscrire dans le marbre l'indépendance du Kosovo.

Il serait curieux de décrire l'attitude de l'UE en 2008 — année mondiale de solidarité avec le peuple sahraoui — lorsque Bruxelles actera, solennellement, le choix des Albanais du Kosovo.

Pour le moment, Bruxelles refusera-t-elle toujours d'accorder au Sahraouis ce qu'elle aura consenti aux Kosovars ?

A. M.

Photo : SDR.